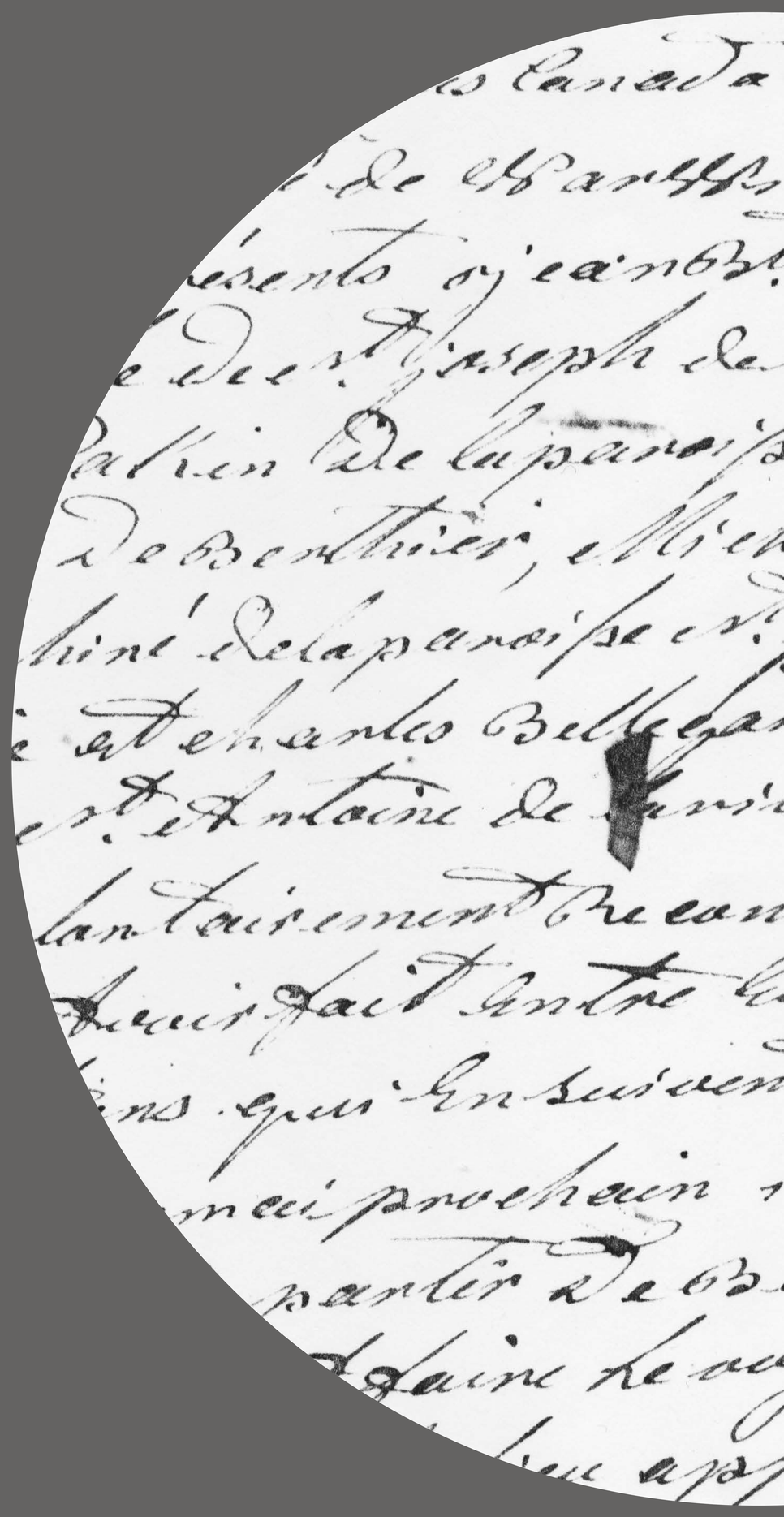
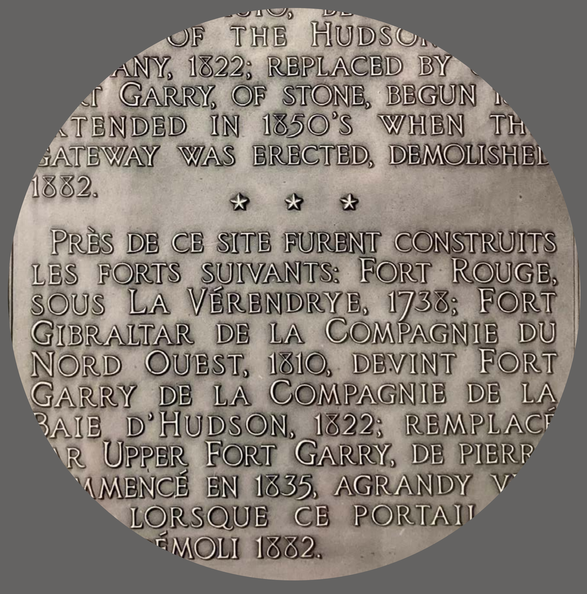
La présence francophone dans l'Ouest remonte à la traite des fourrures et à la création de la Compagnie de la Baie d'Hudson (CBH) en 1670. Les voyages exploratoires autour des Grands Lacs quelques années auparavant par deux Français, Pierre-Esprit Radisson et Médard Chouart Des Groseilliers, en sont d'ailleurs à l'origine. Néanmoins, peu de coureurs des bois tentent l'aventure jusqu'à la région du Manitoba d'aujourd'hui, et encore moins décident de s'y installer.

Le premier apport migratoire francophone vers l'Ouest commence réellement quand la Compagnie du Nord-Ouest (CNO) est fondée en 1779 à Montréal pour exploiter, elle aussi, le marché de la fourrure. Elle embauche principalement des Canadiens français, la plupart, des voyageurs. Plusieurs d'entre eux restent sur place pour faire du commerce avec les Autochtones, principaux habitants de l'Ouest.



Pierre Gaultier de Varennes, sieur de La Vérendrye (1685-1749)
Né à Trois-Rivières, il organise des expéditions, entre 1732 et 1739, à la recherche de la mer de l'Ouest, au cours desquelles il tire profit du commerce de la fourrure et des esclaves. Les forts, dont il fait entreprendre la construction, serviront de postes de traite pour faciliter les échanges avec les Cris (Nehiyawak) et les Assiniboines (Nakoda Oyadebi) de la région qui pratiquent le commerce de la fourrure au profit des Européens. Ces forts sont stratégiquement situés sur des lieux qui verront, plus tard, une densité démographique de Métis : fort La Reine (1738) est construit sur le site de l'actuel Portage-la-Prairie et fort Rouge (1738), au confluent des rivières Rouge et Assiniboine.

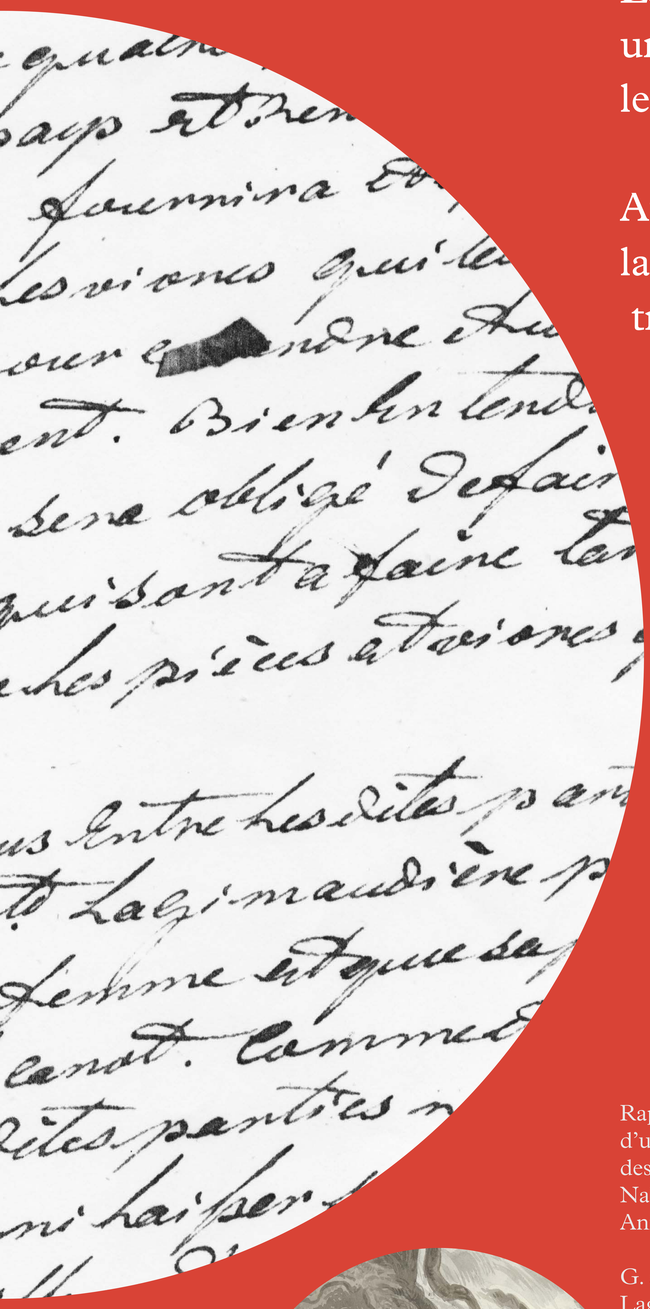
G. à d. : Plaque érigée par le gouvernement du Canada pour souligner la construction des forts de la région de La Fourche (SHSB 1124); monument rappelant le passage de La Vérendrye dans l'Ouest (MSB 0357); détail du contrat du voyageur Jean-Baptiste Lagimaudière (copie des archives de la SHSB).



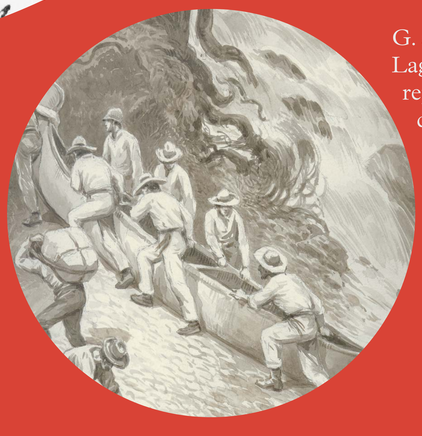



L'union de ces voyageurs avec des femmes autochtones « à la façon du pays » facilite les échanges et les relations avec les peuples des Premières Nations. La descendance qui naîtra de ces unions créera un peuple distinct, les Métis.

Au moment de la fondation de la colonie de la rivière Rouge, trente années, environ deux générations, se sont écoulées depuis l'arrivée des premiers voyageurs canadiens-français à l'embauche de la CNO. Les Métis sont maintenant en nombre assez important pour parler de peuplement. Établis le long des rivières Rouge et Assiniboine, ils fonderont des villages où s'installeront, plus tard, des migrants francophones.



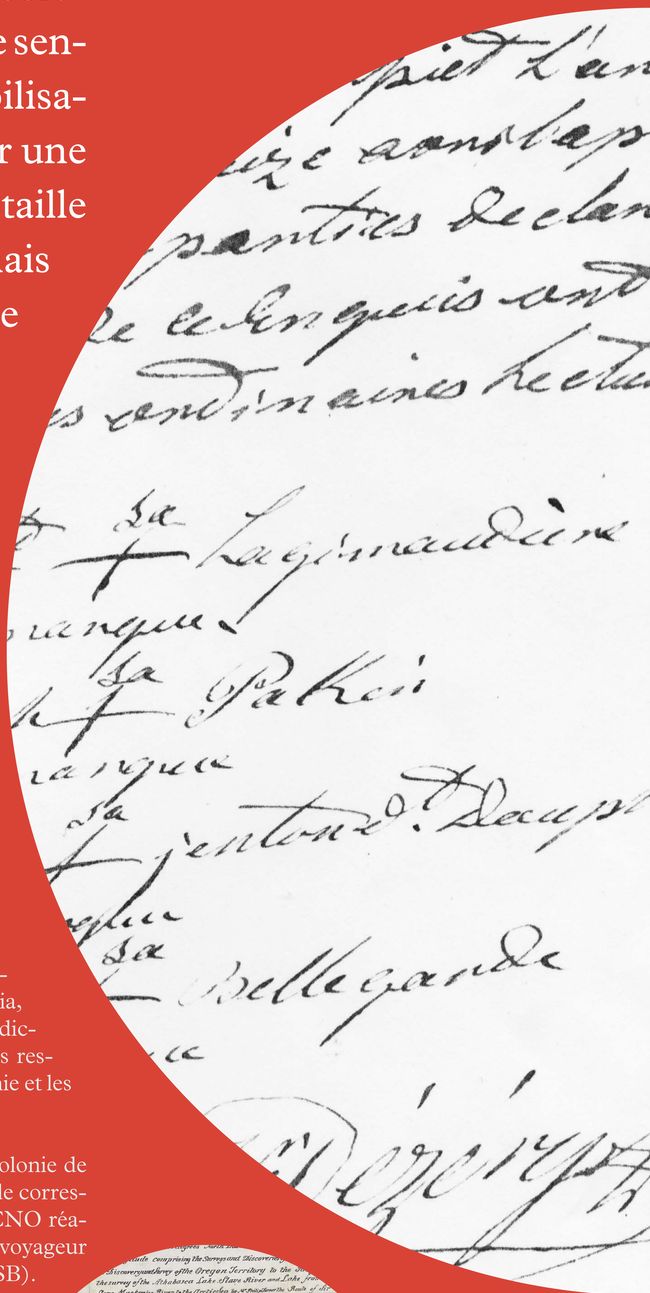
Rappelons qu'en 1670, la CBH s'était attribué les terres d'une vaste région de l'Ouest sans souci de la présence des peuples y vivant, notamment les Nehiyawak (Cris), les Nakoda Oyadebi (Assiniboines), les Dakota (Sioux) et les Anishinaabe (Nakawēk [Saulteux], Ojibwés, Oji-Cris).





G. à d. : Détail du contrat du voyageur Jean-Baptiste Lagimaudière (copie des archives de la SHSB); représentation artistique de voyageurs en demi-portage, dessin réalisé par Henri Julien en 1903 (053.G268.10); *Métis en costume de chef*, dessin inspiré d'une photo de Georges « Châmane » Racette, leader métis. Dessin réalisé par Henri Julien (053.G268.05).

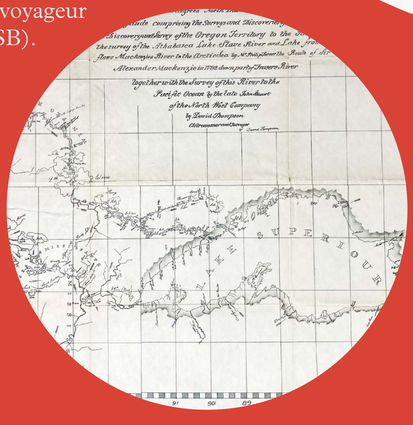
La colonie de la rivière Rouge s'établit en 1812 sous l'égide du comte de Selkirk et de la CBH, rivale de la CNO. La Proclamation sur le pemmican, deux ans plus tard, a tôt fait de faire sentir aux Métis que cette colonie empiète sur leur territoire. Ce sentiment national permet leur mobilisation par la CNO afin d'organiser une riposte qui culminera par la Bataille de la Grenouillère en 1816, mais surtout par l'affirmation d'une nation distincte, la Nation métisse. Le français faisant partie des langues parlées par les Métis, cela facilitera l'installation des futurs migrants francophones dans la région.

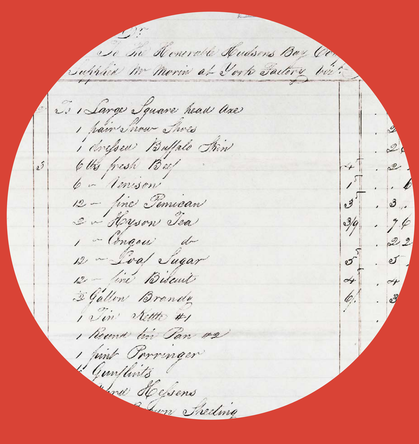


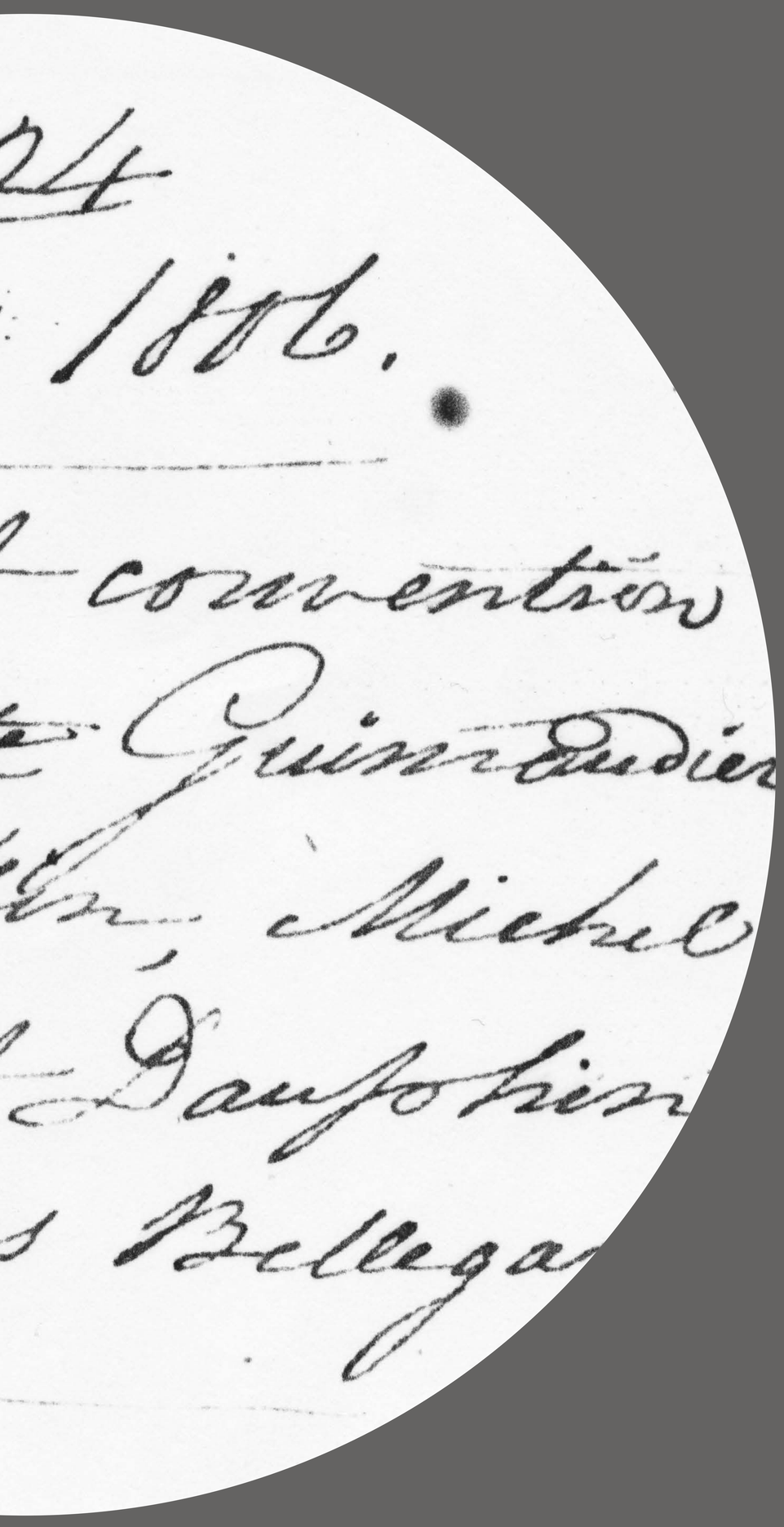
Fondée sous le nom Assiniboia, la colonie consiste en 300 000 km² de terres offertes par la Compagnie de la Baie d'Hudson à Thomas Douglas, comte de Selkirk, dont la famille est actionnaire principale.

Les premiers colons, écossais et irlandais, s'installent en 1812 aux sites actuels de la Fourche et de Pembina. L'arrivée est difficile et leur survie est attribuable à l'aide qu'ils reçoivent des commerçants de la Compagnie du Nord-Ouest, des Métis et des Premières Nations des environs. Ce qui n'a pas empêché le gouverneur d'Assiniboia, l'Écossais Miles Macdonell, de décréter une série d'interdictions d'exportation, d'abord, du pemmican, suivi d'autres ressources, qui envenimera très vite les relations entre la colonie et les Métis et autres commerçants de la CNO.

G. à d. : Liste de vivres pour la mission catholique de la colonie de la rivière Rouge, 4 février 1837. Document tiré des livres de correspondance de Mgr Provencher (075.P0329); carte de la CNO réalisée en 1813-1814. (001.G228.15); détail du contrat du voyageur Jean-Baptiste Lagimaudière (copie des archives de la SHSB).





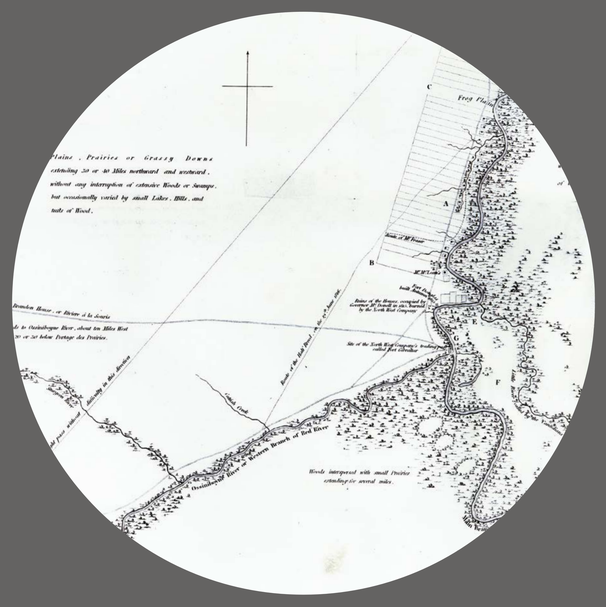


La fusion de la CNO à la CBH en 1821 occasionne la fermeture de comptoirs et de postes de traite, et la perte de plus d'un millier d'emplois. De nombreux voyageurs, marchands et Métis s'installent à la colonie de la rivière Rouge qui, au fil des décennies, prend de l'ampleur au rythme d'environ 300 âmes par année durant la première moitié du XIX$^{e}$ siècle.

Sa population atteint 2390 personnes en 1831, dont 262 familles catholiques et 198 protestantes. Douze ans plus tard, on y compte 5143 habitants, dont un peu plus de la moitié catholique. Sur cette population, 152 familles viennent du Canada. Bien que le recensement ne mentionne que l'origine et la religion, un coup d'œil aux patronymes (Ayotte, Beauchemin, Courchene…) laisse peu de doute sur la langue parlée des catholiques et des personnes originaires du Canada. Il existe donc une migration francophone qui vient s'ajouter aux Métis.

Outre la présence des peuples des Premières Nations qui dominent à l'ouest des Grands Lacs, les Métis représenteront la majorité de la population de la colonie.

G. à d.: Détail du contrat du voyageur Jean-Baptiste Lagimaudière (copie des archives de la SHSB); détail du *Plan of the Settlement on Red River as it was in June 1816*. (shsb 01.G37.13); Maria Grant avec sa mère Madeleine Demarais, toutes deux Métisses. Maria Grant est fille de Cuthbert Grant et épouse de Pascal Breland. Son père est le Métis nommé à la tête de la Bataille de la Grenouillère. Il fondera le village métis de Saint-François-Xavier. (shsb 14497)






Un acteur déterminant dans la migration francophone est sans contredit l'Église. En 1818, l'arrivée de membres du clergé à la demande de Selkirk et de Métis, dont le prêtre et bientôt évêque catholique Joseph-Norbert Provencher, permet l'aménagement d'institutions et de services qui solidifient les fondations de la colonie : églises, écoles élémentaires, école technique, hôpital et soins à la population.

L'œuvre de Mgr Provencher consolide la présence de familles francophones, d'autant qu'il encourage l'immigration catholique francophone tout comme le feront ses successeurs.



Mission de Saint-Jean-Baptiste de l'Île-à-la-Crosse
Mission fondée en 1846 par l'abbé Laflèche et le père Taché en Saskatchewan actuelle. À sa fondation, ce territoire faisait partie du vicariat apostolique du Nord-Ouest, devenu l'année suivante le diocèse de Saint-Boniface. Des postes de traite avaient été construits sur ce site en 1776, 1785 et 1799. Dessin d'une sœur grise métisse, sœur Marguerite Marie, née Sara Riel (1848-1883). Ce dessin représente la mission en 1860 « d'après les souvenirs », année où les sœurs grises y fondent un couvent. Les sœurs grises sont présentes à la colonie de la rivière Rouge depuis 1844. (shsb 17446)

Jean-Marie LeFloc'h, O.M.I.
Plusieurs missionnaires viendront au cours des décennies entre 1818 et 1870 œuvrer pour la cause de l'Église. Jean-Marie LeFloc'h, né en France en 1823, est l'un d'eux. Il s'occupe des missions de la rivière Rouge de 1857 à 1868 où il fonde la paroisse de Sainte-Anne-des-Chênes en 1864. (shsb 9189)

Monseigneur Joseph-Norbert Provencher
Prêtre catholique et évêque de Saint-Boniface (1787-1853). Il arrive à la colonie de la rivière Rouge en 1818. Sa mission consiste à éduquer les jeunes, à évangéliser les Premières Nations et à encourager l'immigration catholique. (msb 1397)





En 1870, quand la colonie de la rivière Rouge devient la province du Manitoba, l'Église catholique comprend rapidement la menace qui pèse sur la présence catholique de l'Ouest.

Mgr Taché, l'évêque de Saint-Boniface au moment de la fondation du Manitoba, est aux premières loges pour voir arriver une immigration protestante anglophone convoitant les terres fertiles manitobaines et les opportunités commerciales, surtout avec le chemin de fer qui se construit. En même temps, il observe, impuissant, le départ plus à l'ouest de nombreux Métis, persécutés, qui cherchent à retrouver leur mode de vie perdu.

Mgr Taché, puis Mgr Langevin après lui, savent qu'il faut agir rapidement et sans relâche pour éviter l'assimilation des catholiques, par extension, des francophones.




*The Canadian North-West*
Brochure de propagande s'adressant aux anglophones voulant immigrer vers l'Ouest, notamment au Manitoba. (BRO 01-07)




Brochure datant de 1898 intitulée *Le Manitoba : renseignements et conseils aux Canadiens-Français de la province de Québec et des États-Unis*, rédigée par M. J. Blais, O.M.I. (BRO 01-26)

Détail du *Plan of Rat River Settlement Manitoba*, 1883. (001-G258-01)



L'Église organise un plan de colonisation catholique visant les populations francophones. On convoite les Canadiens français du Québec et ceux partis trouver du travail dans les usines des États du Nord-Est américain. Mais c'est de l'autre côté de l'Atlantique que cette campagne de recrutement sera la plus fructueuse. La France, la Belgique et la Suisse sont des terreaux inépuisables de fidèles aux yeux de l'Église. On s'imagine un Manitoba francophone, mais surtout catholique.




Détail du *Plan of Rat River Settlement Manitoba*, 1883
Annoté possiblement par l'abbé Beaudry, prêtre colonisateur. (001-G258-01)



Première école de Notre-Dame-de-Lourdes, 1896
Le lieu d'installation des immigrants est souvent motivé par les prêtres colonisateurs, mais aussi les récits publiés des colons et le bouche-à-oreille. Plusieurs colons s'installent où résident déjà des compatriotes se qui expliquerait la concentration d'une même nationalité dans certains villages. Par exemple, au tournant du siècle dernier, Notre-Dame-de-Lourdes, compte environ 560 Français, 160 Suisses, 120 Québécois. (shsb 63068b)



Abbé Gabriel Cloutier
Les ecclésiastiques travaillant pour l'œuvre colonisatrice sont nombreux. On peut mentionner, entre autres, l'abbé Charles-Agapit Beaudry, dom Paul Benoit, le curé Labelle, l'abbé Gabriel Cloutier, l'abbé Peissard. (shsb 16797)

L'Église sollicite l'aide du gouvernement canadien et des sociétés de colonisation, mais le pouvoir de conviction des prêtres colonisateurs sur le terrain sera la méthode la plus efficace de recrutement. Le gouvernement fournira des ressources pécuniaires, ce sont néanmoins les archevêques qui seront les principaux initiateurs du mouvement migratoire francophone de 1870 à 1914.

Cependant, on ne peut passer outre l'influence des récits de colons publiés au Canada et en Europe, parfois par le gouvernement canadien qui, malgré sa préférence pour le migrant anglophone et protestant, déploie un effort pour promouvoir une migration francophone vers les terres de l'Ouest.



Hôtel du village de Saint-Léon, 1881
Un des villages fondés par des Métis. Certains immigrants s'installent dans ces villages, notamment Saint-François-Xavier, Saint-Laurent et Saint-Eustache. (shsb 9022)

Suisses de Notre-Dame-de-Lourdes, 1921
Groupe d'immigrants suisses en présence du consul de Suisse en visite et du père Antoine Frey. (shsb 4742)

Abbé Hubert Heynen
Curé de Bruxelles de 1899 à 1946. La région où se trouve Bruxelles est peuplée par des Belges qui y retrouvent une qualité de terre à laquelle ils sont habitués. (shsb 49050)





La Première Guerre mondiale mettra un frein à cette période de migration. La présence francophone n'atteindra jamais les sommets rêvés par l'Église et les leaders francophones laïques de la province, d'autant que la population anglophone connaît au même moment une croissance exponentielle. Alors que le français représentait la langue parlée de plus de la moitié de la population en 1870, onze ans plus tard, ce pourcentage plafonne à 16 %.

Certes, l'arrivée de migrants francophones au Manitoba n'a pas cessé dès le début de la Première Guerre mondiale. Québécois et Européens francophones, puis Antillais et Asiatiques s'y installent, mais leur nombre permet difficilement de qualifier le phénomène de mouvement migratoire.



Abbé Charles-Agapit Beaudry
Prêtre colonisateur dès 1887 et directeur du journal *Le colonisateur canadien* de 1888 à 1893. (msb 0012)



Sainte-Anne-des-Chênes
L'abbé Maurice Pierquin, vicaire de Sainte-Anne-des-Chênes en 1906, et sa mère, venus de Reims en France. (msb 0382)

*En avant la colonisation* est une série de brochures publiée par le gouvernement canadien et rédigée par l'abbé J.-B. Morin, agent d'immigration, pour promouvoir la migration vers l'Ouest. L'édition intitulée *La Terre promise au Canadiens-français* date de 1897. (BRO 01-85)



Au fil des années, le poids démographique de la population d'origine francophone résidant le Manitoba s'étiole lentement à cause d'une forte migration anglophone et de l'assimilation linguistique.

Il faut attendre la fin du XX$^{e}$ siècle pour observer, de nouveau, une vague d'immigration francophone. Cette migration provient en grande partie de la francophonie du continent africain. Aujourd'hui, plus de 10 % des Franco-Manitobains seraient nés à l'étranger et 15 % ailleurs au Canada. Chez les immigrants de langue française, 57 % proviennent de l'Afrique, 28 % de l'Europe, 9 % de l'Asie et 7 % des Amériques*.

Cette vague migratoire continue à ce jour.

* Statistiques tirées d'un document du Commissariat aux langues officielles datant de 2020.



Famille Deillon de Notre-Dame-de-Lourdes
Appolinaire Deillon et son épouse, Emma Moret, originaires de la Suisse, arrivent à Notre-Dame-de-Lourdes en 1892. Ils sont agriculteurs et apiculteurs. (shsb 4731)

Famille Gagnon de La Broquerie
La Broquerie est un des villages où s'installe un nombre important de Québécois. Sur la photo, on peut voir Éloi Gagnon, l'abbé Jos Gauvin et Henri Gagnon, en 1934, à La Broquerie, une famille franco-canadienne venue des États-Unis. Certains Gagnon comptent parmi les premiers colons canadiens-français qui s'installent à La Broquerie dès 1878. (shsb 10480)

Rue principale de Notre-Dame-de-Lourdes au début du siècle dernier. (shsb 4743)





*Attirer les immigrants francophones*

# La SFM va à la source

faut battre le fer pendant qu'il
chaud, dit le dicton. C'est
tement ce qu'a fait la Société
anitobaine (SFM) en
on directeur général,
her, en voyage de
roc. De retour le
nier a effectué
uprès des
sous

peg était aussi une grande ville moderne mais plus intime.»

Outre l'arabe qui est leur langue officielle, tous les Marocains parlent aussi français. Ces derniers, ajoute Daniel Boucher, recherchent dans leur terre d'accueil un endroit où ils pourront s'exprimer dans cette langue. «Ils m'ont beaucoup posé de questions sur nos écoles
ançaises, dit-il. Ils se sont aussi

d'ailleurs.»

Selon la directrice de Plu
elles, Murielle Gagné-Ouell
les immigrants francopho
été nombreux dernière
présenter aux b
l'organisme da
trouver du t
«Nous
cu

La Société historique de Saint-Boniface a réalisé cette exposition dans le cadre d'un partenariat communautaire avec la Chaire de recherche du Canada de niveau 1 sur les migrations, les transferts et les communautés francophones de l'Université de Saint-Boniface qui vise à promouvoir la recherche sur les francophonies des Amériques en mettant l'accent sur les phénomènes migratoires depuis l'établissement des premiers colons d'origine française.

Cette exposition a été rendue possible grâce au gouvernement du Canada.

*La Liberté*, 4 décembre 1998. (Archives de la SHSB)
Profitant de la politique migratoire du Canada, et d'un accord avec la Province en 1998, la SFM, l'actuelle Société de la francophonie manitobaine, l'organe politique de la communauté francophone du Manitoba, travaille à grandir les rangs de la population francophone. Malheureusement, le manque de ressources à l'époque freine ses ambitions.

Canada